

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3835

[C — 2012/27185]

6 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, notamment l'article 3, § 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2012;

Vu l'avis 52.092/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :1^o décret : le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;2^o domaine : domaine public régional routier et des voies hydrauliques tel que défini à l'article 2, 1^o, du décret;3^o Ministre : le Ministre qui a les Routes dans ses attributions et le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions;4^o autorité gestionnaire: le Service public de Wallonie;5^o autorisation : autorisation écrite délivrée par le gestionnaire;

a) autorisation d'exécution de travaux : autorisation permettant au demandeur d'exécuter des travaux sur le domaine, aux conditions y stipulées par le gestionnaire;

b) autorisation d'occupation du domaine public : autorisation délivrée une fois l'ouvrage installé sur le domaine sur base des plans tels que construits, permettant l'occupation du domaine par les installations du permissionnaire;

c) autorisation pour l'organisation d'une manifestation récréative, sportive ou touristique sur le domaine public régional, lorsque cette manifestation est de nature à entraver le droit d'usage ordinaire qui appartient à tous;

6^o permissionnaire : détenteur d'une autorisation;7^o occupation temporaire : occupation d'une durée inférieure ou égale à trois mois.

Objet du présent texte

Art. 2. Le présent arrêté fixe les conditions générales applicables à toute autorisation accordée par le gestionnaire en vertu de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, ainsi que le barème des redevances.

Le Ministre peut fixer des conditions spéciales applicables à certaines catégories d'autorisations.

L'autorité gestionnaire peut fixer des conditions particulières lors de la délivrance de l'autorisation.

Champ d'application

Art. 3. Le présent arrêté s'applique au domaine régional routier et des voies hydrauliques tel que défini à l'article 2, 1^o, du décret, sans préjudice d'autres dispositions légales particulières, notamment celles visant le transport et la distribution d'électricité et de gaz, la télédistribution, ainsi que celles régissant les installations de téléphonie et de télécommunication.

Pour le domaine remis en gestion ou concédé à un tiers, le Ministre peut déterminer dans l'acte si tout ou partie du présent arrêté s'applique.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux parties du domaine remises en gestion ou concédées à des tiers antérieurement à son entrée en vigueur. Toutefois, le Ministre peut modifier les actes de remise en gestion antérieurs de manière à rendre le présent arrêté applicable, en tout ou partie, à ces parties du domaine.

CHAPITRE II. — *Conditions générales*

Autorisations

Art. 4. § 1^{er}. L'autorité gestionnaire fixe dans l'autorisation la durée de validité de celle-ci. Elle ne peut être supérieure à trente ans.

§ 2. Dans le cas de certaines occupations minimales (bouées de pêches, petite signalétique,...) ou temporaires du domaine, l'autorisation d'exécution de travaux vaut titre.

Le Ministre peut définir les occupations minimales.

§ 3. Les autorisations visées au présent arrêté ne dispensent pas le permissionnaire de se pourvoir, auprès des autorités compétentes, des autres autorisations nécessaires.

L'autorisation n'exempte pas le permissionnaire de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment en matière des règlements de police, routiers et de la navigation, en matière d'environnement et d'aménagement du territoire et aux titres délivrés aux autres permissionnaires.

§ 4. La demande d'autorisation est introduite selon la procédure établie par le Ministre.

Toute demande de modification d'une autorisation est assimilée à une nouvelle demande.

§ 5. Un droit de dossier est levé en raison de l'introduction d'une demande d'autorisation. Il est fixé comme suit :

- 80 euros pour les dossiers considérés comme non complexes selon le barème des redevances annexé au présent arrêté;

- 160 euros pour les autres dossiers.

Lorsque l'autorité gestionnaire assortit l'autorisation d'un plan, des frais de gestion de documents cartographiques sont dus, à la délivrance du titre. Ils s'élèvent à 65 euros minimum ou 345 euros/m² de plan édité.

Ces montants sont liés à l'indice des prix à la consommation et l'adaptation s'effectue selon la formule reprise à l'article 5, § 3.

§ 6. Les autorisations sont personnelles, incessibles et intransmissibles.

§ 7. Tout changement des données reprises au titre d'autorisation est notifié sans délai au gestionnaire.

§ 8. Si les conditions particulières contenues dans l'autorisation sont jugées insuffisantes au vu de l'évolution des circonstances, le gestionnaire peut, à tout moment, les compléter ou les modifier.

§ 9. Lorsqu'une autorisation est délivrée à plusieurs permissionnaires, ceux-ci sont tenus solidairement et indivisiblement de toutes les obligations découlant de l'autorisation.

§ 10. Le permissionnaire est responsable vis-à-vis des tiers et de la Région wallonne des pertes, dégâts, accidents ou dommages pouvant résulter de l'usage de l'autorisation.

Il signale au plus tôt au gestionnaire tout dommage causé au domaine.

Le permissionnaire prend les mesures adéquates afin d'assurer la sécurité des usagers sur le domaine public régional. En aucun cas il n'entrave la navigation, la circulation autorisée sur les chemins de services et sur les sentiers ainsi que l'évacuation des eaux.

Lorsque suite à des mesures d'office, le gestionnaire est lui-même responsable de l'exécution et des conditions de l'autorisation, cela se fait aux frais et aux risques du permissionnaire.

§ 11. Le permissionnaire ne peut pas prétendre à une indemnité du fait de l'impossibilité de jouir de son autorisation totalement ou partiellement en raison :

1° de cas de force majeure;

2° de mesures prises par le gestionnaire dans le cadre de la gestion du domaine.

§ 12. Le permissionnaire collabore avec le gestionnaire en vue de permettre le contrôle par celui-ci des conditions imposées dans l'autorisation. Le gestionnaire supervise l'exécution de l'autorisation. Cette surveillance implique uniquement le contrôle du respect des conditions imposées, sans que le gestionnaire du bien domanial n'en assume la responsabilité.

La collaboration avec le gestionnaire peut impliquer l'accès du gestionnaire aux installations du permissionnaire. L'accès est accordé à tout moment au gestionnaire et le cas échéant, à d'autres permissionnaires.

Le permissionnaire fait usage de son autorisation conformément aux conditions stipulées et de manière raisonnable.

§ 13. Le permissionnaire ne peut en aucun cas se prévaloir ou obtenir des droits réels sur le bien domanial, ni faire valoir d'autres droits que ceux qui sont explicitement stipulés dans l'autorisation.

§ 14. Les bornes de délimitation et autres repérages existants indiquant les limites du bien domanial sont conservées dans leur état originel. Le déplacement ou l'enlèvement de ces dispositifs sont soumis à l'autorisation du gestionnaire qui détermine les conditions et, le cas échéant, les modalités du remplacement aux frais du permissionnaire.

§ 15. Si plusieurs candidats se présentent en vue de l'obtention, au même endroit, d'une autorisation pour une utilisation à caractère commercial, l'autorisation est octroyée après une mise en concurrence, selon les critères définis par l'autorité gestionnaire. Dans cette hypothèse, les redevances détaillées au barème en annexe constituent un montant minimum que la mise en concurrence peut dépasser.

Redevance

Art. 5. § 1^{er}. L'occupation et l'utilisation du domaine soumises à autorisation donnent lieu à redevance selon le barème repris en annexe du présent arrêté, à l'exception des occupations délivrées :

1° dans le cadre d'une occupation ou utilisation temporaire;

2° dans le cadre de missions en rapport avec la gestion du domaine, par les services publics, les organismes d'intérêt public et leurs fournisseurs;

3° pour les constructions permanentes d'intérêt général telles que visées à l'article 4, § 2, de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes;

4° pour les accès des immeubles au domaine public;

5° pour les bacs à fleurs, pour autant qu'ils ne supportent aucune publicité, soient tels qu'ils n'entraînent aucune blessure, ni salissure, ou dommage quelconque aux passants et qu'ils soient constamment entretenus, nettoyés et remplacés si nécessaire par le bénéficiaire.

§ 2. La redevance est annuelle et non fractionnable. Elle prend cours à la date inscrite dans l'autorisation.

§ 3. Le montant des redevances est lié à l'indice des prix à la consommation. L'adaptation se fait selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de la redevance} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois de novembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte la redevance.

L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de novembre 2004.

§ 4. Les redevances dûment payées ne sont pas remboursables.

Les sommes dues doivent être payées dans les trente jours suivant la date figurant à l'invitation de paiement.

En cas de retard de paiement, les intérêts légaux sur le montant de la redevance sont dus par mois entier, tout mois entamé étant considéré comme entier.

Cautionnement

Art. 6. § 1^{er}. Un cautionnement est constitué pour un montant équivalent au coût estimé des travaux de remise en état, voire des frais afférents à la période de maintenance, de surveillance et de contrôle.

Les conditions spéciales, visées à l'article 3, alinéa 2, prévoient les modalités de constitution du cautionnement.

§ 2. Pour les autorisations dont les conditions spéciales ne prévoient pas de cautionnement, le gestionnaire peut exiger du demandeur d'un titre d'autorisation de procéder à un cautionnement lorsque l'occupation du domaine risque d'occasionner des frais supplémentaires pour le gestionnaire ou risque de porter atteinte à l'intégrité du domaine.

§ 3. Le gestionnaire peut appliquer un cautionnement global pour un permissionnaire qui détient plusieurs autorisations de même nature.

§ 4. Le cautionnement est constitué par le demandeur d'un titre d'autorisation aux conditions fixées dans l'autorisation.

Le cautionnement est constitué, en numéraire, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou sous forme d'une garantie bancaire à première demande.

§ 5. Afin de justifier la constitution du cautionnement, le permissionnaire remet au gestionnaire le récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations ou la lettre de garantie bancaire.

Le récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, signé par le déposant, indique au profit de qui le cautionnement est constitué et son affectation précise.

L'autorisation n'est exécutoire qu'à partir du moment où l'autorité gestionnaire reconnaît que le cautionnement a été constitué.

A défaut de justification de la constitution du cautionnement dans le délai précisé par l'autorisation, celle-ci est annulée de plein droit.

§ 6. Le montant du cautionnement est lié à l'indice des prix à la consommation. L'adaptation se fait, tous les cinq ans, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de la cautionnement} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois de novembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte la redevance.

L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de novembre 2004.

§ 7. Lorsque le cautionnement devient insuffisant, pour quelque cause que ce soit, notamment à la suite de prélèvements d'office ou de modification des autorisations, le cautionnement est reconstitué ou adapté dans un délai de trente jours à dater de la notification par le gestionnaire.

La justification de la reconstitution ou de l'adaptation du cautionnement se fait conformément au § 5.

Lorsque le cautionnement devient trop élevé pour quelque cause que ce soit, notamment à la fin de travaux, le gestionnaire délivre, sur demande écrite du permissionnaire, une mainlevée pour la partie du cautionnement devenue excédentaire.

§ 8. Il peut être fait appel au cautionnement :

- 1° pour tout dégât causé au domaine par les personnes visées dans l'autorisation;
- 2° pour tous les frais engagés par le gestionnaire lors de la prise des mesures d'office;
- 3° pour défaut de paiements des redevances, lorsque le délai prévu à l'article 5, § 4, est écoulé;
- 4° pour les intérêts encourus en vertu de l'article 5, § 4.

Dans les cas prévus aux points 1° et 2°, l'appel au cautionnement se fait sur base d'un procès-verbal dressé par le gestionnaire ou transmis à celui-ci par une autre autorité compétente.

§ 9. A la fin de l'autorisation, et après remise en état des lieux, s'il échet, sur demande écrite du permissionnaire, le gestionnaire accorde la main levée du cautionnement, déduction faite des sommes dues en vertu du § 8.

Recouvrement

Art. 7. A défaut de paiement de la redevance dans les trente jours suivant la date reprise à l'invitation de paiement, les sommes dues sont recouvrées par voie de contrainte sans préjudice du droit pour la Région wallonne de mettre fin à l'autorisation.

Etat des lieux

Art. 8. § 1^{er}. Avant toute occupation du domaine, à défaut d'un état des lieux dressé contradictoirement en présence du gestionnaire, les lieux sont considérés comme étant en parfait état.

§ 2. A la fin des travaux, s'il échet, et à la fin de l'autorisation, un récolement de l'état des lieux est établi.

Le gestionnaire détermine les conditions dans lesquelles il peut exiger du permissionnaire les plans des installations réalisées. Ces plans sont datés et signés.

§ 3. Les frais liés à l'établissement de l'état des lieux sont à charge du permissionnaire.

Entretien des installations

Art. 9. Le permissionnaire entretient les zones, biens et ouvrages du domaine concerné par l'autorisation en bon père de famille.

Fin de l'autorisation

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque le gestionnaire constate le non-respect des conditions prévues dans le titre d'autorisation, il peut abroger celui-ci, après mise en demeure envoyée par recommandé ou tout autre modalité ayant date certaine. Dans ce cas, aucun dédommagement n'est dû par la Région.

§ 2. En cas de procédure de recouvrement, l'autorisation est abrogée de plein droit.

A tout moment, le gestionnaire peut, pour des motifs d'utilité publique ou dans l'intérêt du domaine, suspendre ou abroger, partiellement ou entièrement, l'autorisation, sans préavis, sans que le détenteur puisse prétendre de ce chef à une quelconque indemnisation.

Lorsque le permissionnaire ne se sert pas de l'autorisation pendant un délai d'un an, le gestionnaire du bien domanial peut l'abroger, sans aucune indemnité pour le permissionnaire.

§ 3. Le permissionnaire peut renoncer à l'autorisation moyennant l'envoi d'un recommandé au gestionnaire; à défaut, l'autorisation reste en vigueur aux conditions stipulées dans le titre et la redevance reste due.

§ 4. Lorsque l'autorisation prend fin, le gestionnaire peut exiger la remise en état des lieux aux conditions qu'il détermine. A défaut d'exécution, il est habilité à remettre en état le domaine aux frais, risques et périls du permissionnaire, celui-ci perdant tout droit sur les constructions et matériaux au profit du gestionnaire.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières*

Affichage publicitaire

Art. 11. Le placement d'annonce relative à l'organisation de manifestations diverses ou de publicité est interdit sur le domaine public régional routier et des voies hydrauliques, sauf autorisation préalable et écrite du gestionnaire.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Entrée en vigueur

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Disposition modificative

Art. 13. Au point 3.2. de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 concernant les règles applicables aux concessions domaniales relatives aux infrastructures de tourisme fluvial sur les voies navigables de la Région wallonne, les termes « une fois par an » sont remplacés par « tous les cinq ans ».

Disposition transitoire

Art. 14. A dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les titres d'autorisations préexistants sont revus à leur date anniversaire.

A défaut de terme, ils sont réputés échus au terme de trente ans à compter de leur délivrance.

Disposition exécutoire

Art. 15. Le Ministre qui a les Routes dans ses attributions et le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE

Barème des redevances prévues à l'article 5

Section I^{re}. — Domaine public régional routier

1. les modifications au bien domanial : 1,25 euros/m²/an
2. l'emprise du bien domanial par des constructions permanentes ou facilement amovibles : 5 euros/m²/an
sauf :
 - a. les aires de stationnement : 1,25 euros/m²/an
 - b. les terrasses : 40 euros/m²/an
 - c. les panneaux indicateurs vers les institutions d'utilité privée : 62 euros/panneau/an
3. l'emprise limitée dans le temps du bien domanial : 30 euros/m²/an
4. les activités sportives ou socio-culturelles : 62 euros/activité/jour
5. les activités à caractère commercial : 125 euros/activité/jour

Deuxième section. — Domaine public régional des voies hydrauliques

Les montants sont exprimés en euros.

Occupations diverses	
Non bâtis :	
- Occupation de terrain de type agricole : pâtures, herbages,...	Revenu cadastral multiplié par le coefficient de fermage
- Surface non-bâtie autre que de type agricole *	30/m ²
Surface occupée par du bâti en matériaux légers démontables *	40/m ²
Surface occupée par des aménagements divers (revêtement de sol, comblement de fossé, etc) *	40/m ²
Panneau publicitaire :	
- égal ou inférieur à 15 m ²	1 000/face d'affichage
- par m ² supplémentaire	100/face d'affichage
Circulations sur les chemins de service	
Circulation de véhicules de catégorie 1 ²	30,00/véhicule
Circulation de véhicules de catégorie 2 ²	75,00/véhicule
Circulation des riverains privés enclavés y compris les bateliers	exonéré de redevance
Prélèvements d'eau **	
Prises d'eau de consommation	0,2/m ³
avec un minimum de :	250/an
Prises d'eau avec restitution :	
pour la 1 ^{re} tranche de 500 m ³ /24 h :	375/an
pour les tranches de 500 m ³ /h supplémentaire	75/tranche/an
Cales-sèches de l'autorité gestionnaire	
pour le prélèvement de l'eau (1 000 m ³)	tarif restitution
pour l'occupation de terrain (200 m ² pour le sas)	30/m ²
les chantiers navals sont assimilés à des prises d'eau	
Rejets **	
diamètre intérieur inférieur à 30 cm	30,00
diamètre de 31 cm à 50 cm	100,00
diamètre de 51 cm à 75 cm	200,00
diamètre de 76 cm à 1 m	400,00
diamètre de 1,01 m à 1,25 m	600,00
diamètre de 1,26 m à 1,50 m	800,00
diamètre de 1,51 m à 1,75 m	1 200,00
diamètre de 1,76 m à 2 m	1 600,00
diamètre de plus de 2 m	2 200,00

Canalisations, câbles, conduites (y compris en amont des rejets et en aval des prélèvements d'eau) (1) **	
Conduites transversales	1,00/m courant
Conduites longitudinales (souterraines ou aériennes)	0,25 /m courant
si Ø > 1 m :	2,5 x (Ø + 3)
Bâtis lourds (équipement annexe)	5,00/m ²
Canalisations, câbles et conduites dans/sur/sous les ponts et passerelles déjà autorisés à l'impétrant	0,00

Installations diverses : pontons, appontements, embarcadères, planchers de pêche, pont, passerelles, escaliers, appareils de chargement et de déchargement, voies ferrées, occupation des murs de quais, Ducs d'Albe	
Planchers de pêche et embarcadères inférieurs à 2 m ²	30,00
Embarcadères, appontements, escaliers, etc. supérieurs à 2 m ²	15,00/m ²
Escaliers	30,00
Ponts, passerelles :	
- surplomb	1,50/m ²
- bâtis lourds (annexe)	5,00/m ²
Appareils de chargement et de déchargement :	
- surplomb + occupation terrain	0,60/m ²
- bâtis lourds (annexe) **	1,50/m ²
Voies ferrées	1,50/m ²
Murs de quai : **	
- construits aux frais de la Région	1,50/m ²
- construits par l'impétrant	0,26/m ²
- construits avec intervention de l'impétrant	0,88/m ²
Rampes de mise à l'eau	1,50/m ²
Rampes de mise à l'eau dans un chantier naval ("tire à terre")	0,60/m ²
Ducs d'Albe : **	
- gare d'eau en arrière du Duc d'Albe	0,26/m ²
- bâtis lourds	1,50/m ²

Occupations du plan d'eau	
Bateaux hors commerce - en zone équipée	2,00/m ²
Bateaux hors commerce - en zone non équipée	1,20/m ²
Bateaux commerce - en zone équipée	30/m ²
Bateaux commerce - en zone non équipée	25/m ²
Bateaux d'entrepreneurs et momentanément sans utilisation	1,50/m ²
Gares d'eau	0,50/m ²
Minimum des redevances par objet	30,00

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Namur, le 6 décembre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine

C. DI ANTONIO

Notes

(1) cumulatif avec le tarif appliqué aux rejets et aux prises d'eau;

(2) catégorie 1 : véhicules pouvant être conduits sans permis - à l'exception de ceux visés à l'article 1^{er}, 9^o de l'AR 23 mars 1998 relatif au permis de conduire - ou au moyen d'un permis A ou B.

catégorie 2 : véhicules pouvant être conduits au moyen d'un permis C ou D, ainsi que les véhicules agricoles ou forestiers, tels que définis à l'article 1^{er}, 9^o de l'AR 23 mars 1998 précité.

** dossiers complexes;

* cette redevance est, au besoin, majorée et mise en rapport avec la valeur locative des terrains avoisinants.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3835

[C – 2012/27185]

6. DEZEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen;

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, insbesondere des Artikels 3, § 4;

Aufgrund des am 16. Juli 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. Dezember 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. Oktober 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 52.092/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Einleitende Bestimmungen*

Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

2° Netz: regionales öffentliches Straßen- und Wasserstraßennetz, so wie es in Artikel 2, 1° des Dekrets bestimmt wird;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Straßen gehören und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören;

4° Verwaltungsbehörde: der Öffentliche Dienst der Wallonie;

5° Genehmigung: vom Verwalter ausgestellte schriftliche Genehmigung;

a) Genehmigung zur Durchführung von Arbeiten: Genehmigung, die dem Antragsteller unter den darin vom Verwalter vorgeschriebenen Bedingungen die Durchführung von Arbeiten auf dem Netz erlaubt;

b) Genehmigung zur Besetzung des öffentlichen Netzes: Genehmigung, die nach Einrichtung des Bauwerks auf dem Netz auf der Grundlage der As-Built-Pläne ausgestellt wird, und die die Besetzung des Netzes durch die Anlagen des Erlaubnisinhabers erlaubt;

c) Genehmigung zur Organisation einer Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsveranstaltung auf dem regionalen öffentlichen Netz, wenn durch diese Veranstaltung das gewöhnliche Nutzungsrecht, das einem jeden zusteht, beeinträchtigt werden könnte;

6° Erlaubnisinhaber: Inhaber einer Genehmigung;

7° zeitweilige Besetzung: höchstens drei Monate lange Besetzung.

Gegenstand des vorliegenden Textes

Art. 2 - Durch den vorliegenden Erlass werden die auf jegliche Genehmigung, die kraft Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes vom Verwalter erteilt wird, anwendbaren allgemeinen Bedingungen, sowie die Tariftabelle der Gebühren, festgelegt.

Der Minister ist befugt, Sonderbedingungen festzulegen, die auf bestimmte Genehmigungskategorien Anwendung finden.

Die Verwaltungsbehörde ist befugt, bei der Genehmigungserteilung Sonderbedingungen festzulegen.

Anwendungsbereich

Art. 3 - Der vorliegende Erlass ist auf das regionale öffentliche Straßen- und Wasserstraßennetz anwendbar, so wie es in Artikel 2, 1° des Dekrets bestimmt wird, und zwar unbeschadet anderer bestimmter Gesetzesbestimmungen, insbesondere über die Beförderung und die Versorgung mit Strom und Gas, über den Fernsehanschluss, und zur Regelung der Telefon- und Telekommunikationsanlagen.

Wird das Netz einem Dritten zur Verwaltung überlassen oder konzessioniert, so kann der Minister in der Urkunde bestimmen, ob der vorliegende Erlass teilweise oder voll anwendbar ist.

Der vorliegende Erlass findet auf die Teile des Netzes, die vor dessen Inkrafttreten Dritten zur Verwaltung überlassen oder konzessioniert wurden, keine Anwendung. Allerdings ist der Minister befugt, frühere Urkunden, durch die die Verwaltung überlassen wurde, derart abzuändern, dass der vorliegende Erlass auf diese Teile des Netzes teilweise oder voll anwendbar wird.

KAPITEL II — *Allgemeine Bedingungen*

Genehmigungen

Art. 4 - § 1. In der Genehmigung wird deren Gültigkeitsdauer von der Verwaltungsbehörde festgelegt. Sie darf nicht mehr als dreißig Jahre betragen.

§ 2. Bei bestimmten geringen (Bojen für die Fischerei, kleine Beschilderung, usw.) oder zeitweiligen Besetzungen des Netzes gilt die Genehmigung zur Durchführung von Arbeiten als Berechtigungsschein.

Der Minister kann den Begriff «geringe Besetzungen» bestimmen.

§ 3. Durch die im vorliegenden Erlass erwähnten Genehmigungen wird der Erlaubnisinhaber nicht davon befreit, bei den zuständigen Behörden die sonstigen erforderlichen Genehmigungen zu beantragen und zu erlangen.

Durch die Genehmigung wird der Erlaubnisinhaber von der Verpflichtung nicht freigestellt, sich an die geltenden Gesetze und Regelungen zu halten, insbesondere was die Polizeiverordnungen, die Regelungen des Straßen- und Schifffahrtsverkehrs, die Umwelt und die Raumordnung, und die anderen Erlaubnisinhabern erteilten Scheine angeht.

§ 4. Der Genehmigungsantrag wird gemäß dem Verfahren eingereicht, das vom Minister festgelegt wird.

Jeder Antrag auf Abänderung einer Genehmigung wird einem neuen Antrag gleichgestellt.

§ 5. Es wird eine Bearbeitungsgebühr bei der Einreichung eines Genehmigungsantrags erhoben. Ihr Betrag wird folgendermaßen festgelegt:

- 80 Euro bei Akten, die nach der vorliegendem Erlass als Anlage beigefügten Tariftabelle der Gebühren nicht als komplex betrachtet werden;

- 160 Euro bei den sonstigen Akten.

Wenn die Verwaltungsbehörde die Genehmigung mit einem Plan ausstattet, sind Verwaltungskosten für Kartenmaterial bei der Ausstellung des Scheins zu zahlen. Sie betragen mindestens 65 Euro oder 345 Euro/m² angefertigter Pläne.

Diese Beträge sind an den Verbraucherpreisindex gebunden und werden nach der in Artikel 5, § 3 angeführten Formel angepasst.

§ 6. Die Genehmigungen sind persönlich, unteilbar und unübertragbar.

§ 7. Jede Änderung der im Genehmigungsschein angeführten Angaben ist unverzüglich dem Verwalter mitzuteilen.

§ 8. Falls die mit der Genehmigung zusammenhängenden Sonderbedingungen angesichts der Entwicklung der Verhältnisse für unzulänglich erachtet werden, kann der Verwalter sie jederzeit ergänzen oder abändern.

§ 9. Wenn eine Genehmigung mehreren Erlaubnisinhabern erteilt wird, haben diese gesamtschuldnerisch und gemeinschaftlich alle aus der Genehmigung hervorgehenden Pflichten zu erfüllen.

§ 10. Gegenüber Dritten und der Wallonischen Region trägt der Erlaubnisinhaber die Verantwortung für Verluste, Defekte, Unfälle und Schäden, die sich aus der Anwendung der Genehmigung ergeben könnten.

Er setzt den Verwalter möglichst früh von jedweder Beschädigung des Netzes in Kenntnis.

Der Erlaubnisinhaber trifft alle zweckmäßigen Maßnahmen, um die Sicherheit der Benutzer auf dem regionalen öffentlichen Netz sicherzustellen. Er darf unter keinen Umständen die Schifffahrt, den zugelassenen Verkehr auf Dienst- und Fußwegen oder die Wasserableitung hindern.

Wenn der Verwalter infolge von Maßnahmen von Amts wegen selbst für die Durchführung und die Bedingungen der Genehmigung verantwortlich ist, so geschieht dies auf Kosten und Gefahr des Erlaubnisinhabers.

§ 11. Der Erlaubnisinhaber kann keine Entschädigung beanspruchen, wenn es ihm aufgrund folgender Eventualitäten zum Teil oder völlig unmöglich ist, seine Genehmigung zu nutzen:

1° aufgrund eines Falls höherer Gewalt;

2° aufgrund von Maßnahmen, die im Rahmen der Bewirtschaftung des Netzes vom Verwalter getroffen worden sind.

§ 12. Der Erlaubnisinhaber arbeitet mit dem Verwalter zusammen, um ihm die Prüfung der in der Genehmigung auferlegten Bedingungen zu ermöglichen. Der Verwalter überwacht die Ausführung der Genehmigung. Diese Beaufsichtigung ist lediglich als Kontrolle der guten Einhaltung der auferlegten Bedingungen aufzufassen, ohne dass der Verwalter des Domanialgutes dafür die Verantwortung übernehmen würde.

Die Zusammenarbeit mit dem Verwalter kann den Zugang des Verwalters zu den Anlagen des Erlaubnisinhabers mit sich bringen. Der Zugang ist jederzeit dem Verwalter und ggf. anderen Erlaubnisinhabern zu gewähren.

Der Erlaubnisinhaber hat seine Genehmigung vernünftig und in Übereinstimmung mit den angeführten Bedingungen zu nutzen.

§ 13. Der Erlaubnisinhaber darf sich keinesfalls auf dingliche Rechte an dem Domanialgut berufen oder sie erhalten, oder andere Rechte als die, die ausdrücklich in der Genehmigung angeführt sind, geltend machen.

§ 14. Die Grenzmarkierungen und sonstigen bestehenden Kennzeichnungen, die die Grenzen des Domanialgutes erscheinen lassen, sind in ihrem ursprünglichen Zustand zu erhalten. Das Umstellen oder die Entfernung dieser Vorrichtungen unterliegen der Erlaubnis des Verwalters, der die Bedingungen und ggf. die Modalitäten für die Wiederanbringung auf Kosten des Erlaubnisinhabers bestimmt.

§ 15. Wenn mehrere Kandidaten am selben Ort zur Erlangung einer Genehmigung für eine Benutzung kommerzieller Art auftreten, wird die Genehmigung erst nach einem Wettbewerbsaufruf gemäß den von der Verwaltungsbehörde festgelegten Kriterien gewährt. In diesem Fall stellen dann die in der beigefügten Tabelle angegebenen Gebühren einen Mindestbetrag dar, der durch den Wettbewerbsaufruf überschritten werden kann.

Gebühr

Art. 5 - § 1. Die Besetzung oder Benutzung des öffentlichen Netzes, die einer Genehmigung unterliegt, ist gemäß der als Anlage vorliegendem Erlass beigefügten Tariftabelle gebührenpflichtig, außer wenn die Genehmigung:

1° im Rahmen einer zeitweiligen Besetzung oder einer zeitweiligen Benutzung ausgestellt worden ist;

2° im Rahmen von Aufträgen ausgestellt worden ist, die mit der Verwaltung des Netzes durch die öffentlichen Dienste, die Einrichtungen öffentlichen Interesses und deren Lieferanten zusammenhängen;

3° für dauerhafte Bauwerke allgemeinen Interesses ausgestellt worden ist, so wie sie in Artikel 4, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen erwähnt sind;

4° für den Zugang aus den Immobilien zu dem öffentlichen Netz ausgestellt worden ist;

5° für Blumenkästen ausgestellt worden ist, sofern diese nicht mit Werbung bestückt sind, keine Verwundung, Beschmutzung oder beliebige Belästigung bei den Passanten verursachen, und vom Empfänger stets instand gehalten, gereinigt und wenn nötig ersetzt werden.

§ 2. Die Gebühr wird jährlich entrichtet und ist nicht unterteilbar. Sie gilt ab dem Datum, das in der Genehmigung angegeben ist.

§ 3. Der Betrag der Gebühren ist an den Verbraucherpreisindex gebunden. Er wird anhand der folgenden Formel angepasst:

$$\frac{\text{Betrag der Gebühr} \times \text{neuer Index}}{\text{Ausgangsindex}}$$

Der neue Index ist der Verbraucherpreisindex im November des Jahres, das demjenigen vorhergeht, auf das sich die Gebühr bezieht.

Der Ausgangsindex ist der Verbraucherpreisindex des Novembers 2004.

§ 4. Ordnungsgemäß bezahlte Gebühren sind nicht rückzahlbar.

Die geschuldeten Beträge sind binnen dreißig Tagen ab dem in der Zahlungsaufforderung angegebenen Datum zu zahlen.

Bei einem Zahlungsverzug werden gesetzliche Verzugszinsen auf den Gebührenbetrag pro vollen Monat geschuldet, wobei jeder angefangene Monat als einen vollen betrachtet wird.

Kaution

Art. 6 - § 1. Es wird eine Kaution in Höhe eines Betrags gestellt, der den veranschlagten Kosten der Wiederinstandsetzungsarbeiten oder gar den mit der Periode für die Wartung, Überwachung und Kontrolle verbundenen Kosten entspricht.

In den in Artikel 3, Absatz 2 erwähnten Sonderbedingungen werden die Modalitäten zur Kautionsstellung vorgesehen.

§ 2. Wenn die Sonderbedingungen einer Genehmigung keine Kaution vorsehen, ist der Verwalter berechtigt, von dem Antragsteller auf einen Genehmigungsschein die Hinterlegung einer Kaution zu verlangen, wenn die Besetzung des Netzes für den Verwalter zusätzliche Kosten verursachen oder die Unversehrtheit des Netzes beeinträchtigen könnte.

§ 3. Für einen Erlaubnisinhaber, der über mehrere Genehmigungen der gleichen Art verfügt, kann der Verwalter eine Gesamtkautions festsetzen.

§ 4. Die Kaution wird gemäß den in der Genehmigung festgelegten Bedingungen von dem Antragsteller auf einen Genehmigungsschein gestellt.

Die Kaution wird bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse in Bargeld oder in Form einer Bankbürgschaft auf erste Anforderung gestellt.

§ 5. Zum Nachweis der Kautionszahlung übergibt der Erlaubnisinhaber dem Verwalter die Bescheinigung der Einzahlung bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder die Bürgschaftsübernahmeerklärung der Bank.

Die von dem Hinterleger unterzeichnete Bescheinigung der Einzahlung bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse vermerkt, zu wessen Gunsten die Kaution gestellt wird und deren genaue Zweckbestimmung.

Die Genehmigung wird nur ab dem Zeitpunkt vollstreckbar, wo die Verwaltungsbehörde die Kautionsstellung anerkennt.

Wenn die Kautionszahlung innerhalb der Frist, die durch die Genehmigung festgelegt war, nicht nachgewiesen wird, wird Letztere von Rechts wegen aufgehoben.

§ 6. Der Kautionsbetrag ist an den Verbraucherpreisindex gebunden. Er wird alle fünf Jahre anhand der folgenden Formel angepasst:

$$\frac{\text{Betrag der Kaution} \times \text{neuer Index}}{\text{Ausgangsindex}}$$

Der neue Index ist der Verbraucherpreisindex im November des Jahres, das demjenigen vorhergeht, auf das sich die Gebühr bezieht.

Der Ausgangsindex ist der Verbraucherpreisindex des Novembers 2004.

§ 7. Reicht die Kaution aus welchem Grund auch immer nicht mehr aus, z.B. infolge von Abhebungen von Amts wegen oder Abänderungen der Genehmigungen, so ist die Kaution wieder zu stellen, oder innerhalb einer dreißigtägigen Frist ab der Mitteilung des Verwalters anzupassen.

Die neue Kautionsstellung oder deren Anpassung ist gemäß § 5 nachzuweisen.

Wird der Kautionsbetrag aus welchem Grund auch immer zu hoch, z.B. infolge der Fertigstellung von Arbeiten, so ordnet der Verwalter auf schriftlichen Antrag des Erlaubnisinhabers die Rückgabe des überschüssig gewordenen Teils der Kaution an.

§ 8. Die Kaution kann in Anspruch genommen werden:

1° wegen jedweden Schadens am Netz, der durch die in der Genehmigung erwähnten Personen angerichtet wurde;

2° als Entschädigung für alle Aufwendungen des Verwalters zu dem Zeitpunkt, als die Maßnahmen von Amts wegen getroffen wurden;

3° bei Nichtzahlung der Gebühren, wenn die in Artikel 5, § 4 vorgesehene Frist abgelaufen ist;

4° für die aufgrund Artikel 5, § 4 entstandenen Zinsen.

In den unter 1° und 2° vorgesehenen Fällen erfolgt die Inanspruchnahme der Kaution auf der Grundlage eines Protokolls, das vom Verwalter aufgestellt oder ihm durch eine sonstige zuständige Behörde übermittelt wird.

§ 9. Am Gültigkeitsende der Genehmigung und ggf. nach Wiederinstandsetzung der betroffenen Standorte ordnet der Verwalter auf schriftlichen Antrag des Erlaubnisinhabers die Rückgabe der Kaution an, nachdem die aufgrund von § 8 geschuldeten Beträge abgezogen worden sind.

Rückforderung

Art. 7 - Bei Nichtzahlung der Gebühr innerhalb von dreißig Tagen ab dem in der Zahlungsaufforderung angegebenen Datum werden die zu zahlenden Beträge, unbeschadet des Rechts der Wallonischen Region auf Aufhebung der Genehmigung, per Zwangseintreibung zurückgefordert.

Ortsbefund

Art. 8 - § 1. Vor jeder Besetzung des Netzes wird in Ermangelung eines kontradiktorisch erstellten Ortsbefundes in Anwesenheit des Verwalters davon ausgegangen, dass der Standort in perfektem Zustand ist.

§ 2. Am Ende der Arbeiten und ggf. der Gültigkeit der Genehmigung wird eine Bestandsprüfung des Ortsbefundes durchgeführt.

Der Verwalter bestimmt die Bedingungen, gemäß denen er die Pläne der eingesetzten Anlagen von dem Erlaubnisinhaber verlangen kann. Diese Pläne sind zu datieren und zu unterzeichnen.

§ 3. Die mit der Erstellung des Ortsbefundes verbundenen Kosten fallen zu Lasten des Erlaubnisinhabers.

Instandhaltung der Anlagen

Art. 9 - Der Erlaubnisinhaber hat alle zum Netz, das von der Genehmigung betroffen ist, gehörenden Gebiete, Güter und Bauwerke mit der Sorgfalt eines guten Familienvaters instand zu halten.

Ende der Genehmigung

Art. 10 - § 1. Stellt der Verwalter die Nichteinhaltung der im Genehmigungsschein vorgesehenen Bedingungen fest, so ist er befugt diesen aufzuheben, nachdem er eine Mahnung per Einschreiben oder auf jegliche sonstige Weise – soweit das Versanddatum sicher feststeht – zugestellt hat. In diesem Fall muss die Region keine Entschädigung zahlen.

§ 2. Im Fall eines Rückforderungsverfahrens wird die Genehmigung von Rechts wegen aufgehoben.

Jederzeit kann der Verwalter zum Nutzen der Allgemeinheit oder im Interesse des Netzes die Genehmigung ohne Vorankündigung teilweise oder in ihrer Gesamtheit aussetzen oder aufheben, ohne dass ihr Inhaber dadurch berechtigt wäre, Anspruch auf irgendeine Entschädigung zu erheben.

Wenn der Erlaubnisinhaber seine Genehmigung während eines Zeitraums von einem Jahr nicht benutzt, so ist der Verwalter des Domanalgutes berechtigt, sie ohne Entschädigung des Erlaubnisinhabers aufzuheben.

§ 3. Der Erlaubnisinhaber kann seine Genehmigung unter dem Vorbehalt aufgeben, dass er dem Verwalter einen Einschreibebrief zukommen lässt; in Ermangelung dessen bleibt die Genehmigung unter den im Schein angegebenen Bedingungen gültig, und die Gebühr ist weiter zu zahlen.

§ 4. Bei Ablauf der Genehmigung kann der Verwalter die Wiederinstandsetzung der betroffenen Standorte unter den von ihm bestimmten Bedingungen verlangen. Bei Nichtdurchführung dessen wird er ermächtigt, das Netz auf Kosten und Gefahren des Erlaubnisinhabers wieder instand zu setzen, wobei Letzterer jeden Anspruch auf die Bauwerke, Stoffe und Bauteile zugunsten des Verwalters verliert.

KAPITEL III — *Sonderbestimmungen*

Plakatwerbung

Art. 11 - Auf dem regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetz ist das Anbringen von Mitteilungen bezüglich der Organisation verschiedener Veranstaltungen oder von Werbebotschaften verboten, außer wenn der Verwalter dies vorab schriftlich zulässt.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Inkrafttreten

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.

Abänderungsbestimmung

Art. 13 - Unter Punkt 3.2 der Anlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Regeln, die auf die staatlichen Konzessionen für Infrastrukturen des Flusstourismus auf den schiffbaren Wasserstraßen der Wallonischen Region anwendbar sind, wird der Wortlaut «einmal im Jahr» durch den Wortlaut «alle fünf Jahre» ersetzt.

Übergangsbestimmung

Art. 14 - Ab dem Datum des Inkrafttretens dieses Erlasses werden die schon erteilten Genehmigungsscheine an ihrem Jahrestag revidiert.

Fehlt ihnen eine Ablauffrist, so gelten sie nach dreißig Jahren ab ihrer Erteilung als abgelaufen.

Vollstreckungsbestimmung

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Straßen gehören und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE

Tariftabelle der in Artikel 5 vorgesehenen Gebühren

Abschnitt 1 — Regionales öffentliches Straßennetz

1. Abänderungen am Domanialgut: 1,25 Euro/m²/Jahr
2. Landentnahme auf dem Domanialgut durch dauerhafte oder leicht abnehmbare Bauwerke 5 Euro/m²/Jahr mit Ausnahme
 - a. der Parkflächen: 1,25 Euro/m²/Jahr
 - b. der Terrassen: 40 Euro/m²/Jahr
 - c. der Hinweisschilder, die auf privatnützige Einrichtungen hinweisen: 62 Euro/Schild/Jahr
3. Zeitbegrenzte Landentnahme auf dem Domanialgut: 30 Euro/m²/Jahr
4. Sport oder soziokulturelle Aktivitäten: 62 Euro/Aktivität/Tag
5. Gewerbliche Aktivitäten: 125 Euro/Aktivität/Tag

Abschnitt 2 — Regionales öffentliches Wasserstraßennetz

Die Beträge werden in Euro ausgedrückt.

Besetzungsarten	
Nicht bebaute Flächen:	
- Besetzung von Flächen landwirtschaftlicher Art: Weiden, Grünland,...	Katastereinkommen mal Pachtkoeffizient
- Nicht bebaute Flächen nicht landwirtschaftlicher Art *	30/m ²
Fläche, die durch Bauten aus leichten demontierbaren Materialien besetzt wird *	40/m ²
Fläche, die durch verschiedene Einrichtungen besetzt wird (Bodenbelag, Grabenauffüllung, usw.) *	40/m ²
Reklameschild:	
- von höchstens 15 m ²	1000/ Anschlagfläche
- je zusätzliches m ²	1000/ Anschlagfläche

Verkehr auf den Dienstwegen	
Verkehr von Fahrzeugen der Kategorie 1 ²	30,00/Fahrzeug
Verkehr von Fahrzeugen der Kategorie 2 ²	75,00/Fahrzeug
Verkehr von eingeschlossenen privaten Anwohnern, einschließlich der Schiffer	Von der Gebühr freigestellt

Wasserentnahmen **	
Wasserentnahmen für den Verbrauch	0,2/m ³
Mit mindestens	250/Jahr
Wasserentnahmen mit Wasserrückgabe:	
für die erste Teilmenge von 500 m ³ /24 h	375/Jahr
für jede zusätzliche Teilmenge von 500 m ³ /h	75/Teilmenge/Jahr
Trockendocks der Verwaltungsbehörde	
für die Wasserentnahme (1000 m ³)	Tarif Rückgabe
Für die Besetzung des Geländes (200 m ² für die Schleuse)	30/m ²
Werften werden Wasserentnahmen gleichgestellt	

Einleitungen **	
Innendurchmesser unter 30 cm	30,00
Durchmesser von 31 cm bis 50 cm	100,00
Durchmesser von 51 cm bis 75 cm	200,00
Durchmesser von 76 cm bis 1 m	400,00
Durchmesser von 1,01 m bis 1,25 m	600,00
Durchmesser von 1,26 m bis 1,50 m	800,00
Durchmesser von 1,51 m bis 1,75 m	1 200,00
Durchmesser von 1,76 m bis 2 m	1 600,00
Durchmesser von mehr als 2 m	2 200,00

Kanalisationen, Kabel, Leitungen (einschließlich vor den Einleitungen und nach den Wasserentnahmen) **	
Querleitungen	1,00/lauf. m
Längsleitungen (unterirdische oder Freiluftleitungen)	0,25/lauf. m
wenn $\varnothing > 1$ m:	2,5 x ($\varnothing + 3$)
Schwere Bauten (Nebenanlagen)	5,00/m ²
Kanalisationen, Kabel, Leitungen in/auf/unter Brücken und Überführungen, für die der Antragsteller bereits um die Genehmigung verfügt	0,00

Unterschiedliche Vorrichtungen: Schiffsbrücken, Landungsbrücken, Anlegerstege, Fischerstege, Brücken, Überführungen, Treppen, Lade- und Löscheräte, Bahngleise, Benutzung der Kaimauern, Duckdalben	
Fischerstege und Anlegerstege unter 2 m ²	30,00
Anlegerstege, Landungsbrücken, Treppen, usw. über 2 m ²	15,00/m ²
Treppen	30,00
Brücken, Überführungen:	
- Überhang	1,50/m ²
- schwere Bauten (Nebenanlage)	5,00/m ²
Lade- und Löscheräte:	
- Überhang + Grundstückbesetzung	0,60/m ²
- schwere Bauten (Nebenanlage) **	1,50/m ²
Bahngleise	1,50/m ²
Kaimauern: **	
- gebaut zu Lasten der Region	1,50/m ²
- gebaut durch den Antragsteller	0,26/m ²
- gebaut mit Eingreifen des Antragstellers	0,88/m ²
Slipanlagen	1,50/m ²
Hellingen bzw. Aufschleppanlagen in Werften	0,60/m ²
Duckdalben:**	
- Wasserhaltestelle hinter dem Duckdalben	0,26/m ²
- schwere Bauten	1,50/m ²

Besetzung der Wasserfläche	
Nicht gewerbliche Wasserfahrzeuge - in der ausgerüsteten Zone	2,00/m ²
Nicht gewerbliche Wasserfahrzeuge - in der nicht ausgerüsteten Zone	1,20/m ²
Gewerbliche Wasserfahrzeuge - in der ausgerüsteten Zone	30/m ²
Gewerbliche Wasserfahrzeuge - in der nicht ausgerüsteten Zone	25/m ²
Momentan nicht benutzte Wasserfahrzeuge von Unternehmern	1,50/m ²
«Wasserbahnhöfe»	0,50/m ²
Minimale Gebühren je Gegenstand	30,00

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnoten

(1) wird mit dem auf Einleitungen und Wasserentnahmen angewandten Tarif kumuliert;

(2) Kategorie 1: Fahrzeuge, die ohne Führerschein - mit Ausnahme derjenigen, die in Artikel 1, 9° des KE vom 23. März 1998 über den Führerschein genannt werden - oder mit einem Führerschein A oder B gefahren werden können.

Kategorie 2: Fahrzeuge, die mit einem Führerschein C oder D gefahren werden können, sowie die land- oder forstwirtschaftlichen Fahrzeuge im Sinne von Artikel 1, 9° des vorgenannten KE vom 23. März 1998.

** komplexe Akten;

* diese Gebühr wird ggf. erhöht und mit dem Mietwert der benachbarten Grundstücke in Zusammenhang gebracht.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3835

[C — 2012/27185]

6 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen;

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, inzonderheid artikel 3, § 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2012;

Gelet op advies 52.092/4 van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :1^o decreet : het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;2^o domein : het openbaar wegen- en waterwegendomein zoals omschreven in artikel 2, 1^o, van het decreet;3^o Minister : de Minister die bevoegd is voor de Wegen en de Minister die bevoegd is voor de Waterwegen;4^o beherende overheid : de Waalse Overheidsdienst;5^o vergunning : schriftelijke vergunning verleend door de beheerder;

a) vergunning tot uitvoering van werken : vergunning waarbij de aanvrager werken kan uitvoeren op het domein, onder de voorwaarden die erin worden vermeld door de beheerder;

b) vergunning om het openbaar domein te bezetten : vergunning die verleend wordt zodra het bouwwerk op het domein gebouwd is op grond van de plannen zoals samengesteld, waarbij de bezetting van het domein door de installaties van de vergunninghouder mogelijk wordt;

c) vergunning voor de organisatie van een recreatieve, sportieve of toeristische manifestatie op het gewestelijk openbaar domein wanneer die manifestatie van dien aard is dat ze het gewone gebruiksrecht, dat iedereen toekomt, belemmert

6^o vergunninghouder : houder van een vergunning;7^o tijdelijke bezetting : bezetting van drie maanden of minder.

Voorwerp van deze tekst

Art. 2. Dit besluit legt de algemene voorwaarden vast die van toepassing zijn op elke vergunning die door de beheerder toegekend wordt krachtens artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, alsook het heffingstarief.

De Minister kan de bijzondere voorwaarden vastleggen die van toepassing zijn op bepaalde categorieën van vergunningen.

De beherende overheid kan bijzondere voorwaarden vastleggen bij het afleveren van de vergunning.

Toepassingsgebied

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op het gewestelijke wegen- en waterwegendomein zoals omschreven in artikel 2, 1^o, van het decreet, onverminderd andere bijzondere wetsvoorschriften, met name de voorschriften die betrekking hebben op het vervoer en de distributie van gas en elektriciteit, de teledistributie, alsook de voorschriften die de telefoon- en telecommunicatie installaties regelen.

Voor het domein waarvan het beheer wordt overgedragen of aan derden wordt afgestaan, kan de Minister in de akte bepalen of het geheel of een gedeelte van dit besluit van toepassing is.

Dit besluit is niet van toepassing op de gedeelten van het domein waarvan het beheer is overgedragen of aan derden is afgestaan vóór de inwerkingtreding van het besluit. De Minister kan echter de vorige akten van beheersoverdracht zodanig wijzigen dat dit besluit geheel of gedeeltelijk toepasselijk wordt op deze delen van het domein.

HOOFDSTUK II. — *Algemene voorwaarden*

Vergunningen

Art. 4. § 1. De beherende overheid bepaalt in de vergunning haar geldigheidsduur. Ze mag niet meer dan dertig jaar bedragen.

§ 2. In het geval van onbeduidende (visserijboei, kleine bewegwijzering,...) of tijdelijke bezettingen van het domein, geldt de vergunning tot uitvoering van werken als titel.

De Minister kan de onbeduidende bezettingen bepalen.

§ 3. De vergunningen verleend bij dit besluit betekenen niet dat de vergunninghouder zich niet moet voorzien van de andere nodige vergunningen bij de bevoegde overheden.

De vergunning betekent niet dat de vergunninghouder zich niet moet schikken naar de vigerende wetten en verordeningen, met name inzake het reglement betreffende de politie, het verkeer en de scheepvaart, inzake milieu en ruimtelijke ordening en de titels verleend aan de andere vergunninghouders.

§ 4. De vergunningsaanvraag wordt ingediend volgens de procedure opgesteld door de Minister.

Elke aanvraag tot wijziging van een vergunning wordt gelijkgesteld met een nieuwe aanvraag.

§ 5. Er wordt een dossierrecht geheven wegens de indiening van een vergunningsaanvraag. Het wordt vastgelegd als volgt :

- 80 euro voor de dossiers die als niet-ingewikkeld worden beschouwd volgens het heffingstarief als bijlage bij dit besluit;

- 160 euro voor de andere dossiers.

Als de beherende overheid voor de vergunning in een plan voorziet, zijn beheerkosten voor de cartografische documenten verschuldigd, bij de afgifte van de titel. Ze bedragen minstens 65 euro of 345 euro/m² per uitgegeven plan.

Deze bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen en de aanpassing gebeurt volgens de formule opgenomen in artikel 5, § 3.

§ 6. De vergunningen zijn persoonlijk en onoverdraagbaar.

§ 7. Elke wijziging van de gegevens opgenomen in de vergunningstitel wordt onverwijld meegedeeld aan de beheerder.

§ 8. Als de bijzondere voorwaarden vervat in deze vergunning als onvoldoende worden geacht, gelet op de evolutie van de omstandigheden, kan de beheerder ze te allen tijde verder aanvullen of wijzigen.

§ 9. Wanneer een vergunning aan verschillende vergunninghouders wordt verleend, worden laatstgenoemden hoofdelijk en ondeelbaar gehouden tot het vervullen van alle verplichtingen die voortvloeien uit deze vergunning.

§ 10. De vergunninghouder is ten opzichte van derden en het Waalse Gewest aansprakelijk voor het verlies, de schade, de ongevallen of de beschadigingen die kunnen voortvloeien uit het gebruik van de vergunning,

Elk schade veroorzaakt aan het domein moet hij zo spoedig mogelijk aan de beheerder melden.

De vergunninghouder treft de gepaste maatregelen om de veiligheid van de gebruikers op het gewestelijk openbaar domein te garanderen. Hij mag in geen geval de scheepvaart, het toegelaten verkeer op de dienstwegen en paden alsook de afvoer van afvloeiend water belemmeren.

Indien ten gevolge van maatregelen van ambtswege, de beheerder zelf verantwoordelijk is voor de uitvoering en de voorwaarden van de vergunning, blijven de kosten en de risico's ten laste van de vergunninghouder.

§ 11. De vergunninghouder mag geen aanspraak maken op een vergoeding ten gevolge van de onmogelijkheid om geheel of gedeeltelijk te kunnen genieten van zijn vergunning wegens :

1° een geval van overmacht;

2° maatregelen die genomen worden door de beheerder in het kader van het beheer van het domein.

§ 12. De vergunninghouder werkt samen met de beheerder om de controle door de beheerder van de voorwaarden opgelegd aan de vergunning mogelijk te maken. De beheerder houdt toezicht op de uitvoering van de vergunning. Dit toezicht houdt alleen de controle van de naleving van de opgelegde voorwaarden in, zonder dat de beheerder van het domaniaal goed de verantwoordelijkheid op zich neemt.

De samenwerking met de beheerder kan betekenen dat de beheerder toegang moet krijgen tot de installaties van de vergunninghouder. De toegang wordt op elk ogenblik verleend aan de beheerder en, desgevallend, aan andere vergunninghouders.

De vergunninghouder maakt overeenkomstig de omschreven voorwaarden en op een redelijke manier gebruik van zijn vergunning.

§ 13. De vergunninghouder mag zich in geen geval beroepen op zakelijke rechten of ze verkrijgen op het domaniaal goed, noch andere rechten laten gelden dan de rechten die uitdrukkelijk worden vermeld in de vergunning.

§ 14. De afbakeningspalen en andere bestaande markeringen die de grenzen van het domaniaal goed aanduiden, worden in hun oorspronkelijke staat bewaard. De verplaatsing of verwijdering van deze voorzieningen is onderworpen aan de toestemming van de beheerder die de voorwaarden bepaalt en, desgevallend, de herplaatsingsmodaliteiten op kosten van de vergunninghouder.

§ 15. Indien verschillende kandidaten zich aanbieden om, op dezelfde plaats, een vergunning voor een commercieel gebruik te verkrijgen, wordt de vergunning toegekend na een mededinging volgens de criteria bepaald door de beherende overheid. In dit geval vormen de heffingen opgenomen in het tarief in bijlage een minimaal bedrag dat de mededinging kan overschrijden.

Heffing

Art. 5. § 1. De bezetting en het gebruik van het domein onderworpen aan een vergunning geven aanleiding tot een heffing waarvan het tarief bij dit besluit gaat, met uitzondering van de bezettingen verleend :

1° in het kader van een tijdelijke bezetting of gebruik;

2° in het kader van opdrachten in verband met het beheer van het domein, door de openbare diensten, de instellingen van openbaar nut en hun leveranciers;

3° voor de bestendige bouwwerken van algemeen belang zoals bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen;

4° voor de toegang tot de gebouwen in het openbaar domein;

5° voor de bloembakken, voor zover er geen reclame wordt aangebracht, zodanig dat ze geen verwondingen, bevuiling of schade aan de voorbijgangers veroorzaken en dat ze voortdurend onderhouden, gereinigd en vervangen worden door de begunstigde, indien nodig.

§ 2. De heffing wordt jaarlijks geheven en is niet-opsplitsbaar. Ze begint te lopen op de datum dat in de vergunning wordt vermeld.

§ 3. Het bedrag van de heffingen is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen. De aanpassing gebeurt als volgt :

$$\frac{\text{Bedrag van de heffing} \times \text{nieuw indexcijfer}}{\text{basisindex}}$$

Het nieuwe indexcijfer is het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand november van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarop de heffing slaat.

De basisindex is het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand november 2004.

§ 4. De behoorlijk betaalde heffingen worden niet terugbetaald.

De verschuldigde sommen dienen betaald te worden binnen de dertig kalenderdagen volgend op de datum die vermeld is in het verzoek om te betalen.

Bij eenvoudige betalingsachterstand is de wettelijke interest verschuldigd per volledige maand op het bedrag van de heffing, elk begonnen maand wordt als volledig beschouwd.

Waarborgstelling

Art. 6. § 1. Er wordt een borgtocht gesteld voor een bedrag dat gelijk is aan de geraamde kostprijs van de herstelwerkzaamheden, of zelfs voor de kosten i.v.m. de periode van onderhoud, toezicht en controle.

De bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 3, tweede lid, bepalen de modaliteiten waarop de borgtocht wordt gesteld.

§ 2. Voor de vergunningen waarvan de bijzondere voorwaarden geen borgtocht voorzien, kan de beheerder van de aanvrager van een vergunningstitel eisen om een borgtocht te stellen wanneer de bezetting van het domein bijkomende kosten zou kunnen veroorzaken voor de beheerder of de integriteit van het domein zou kunnen aantasten.

§ 3. De beheerder kan een globale borgtocht toepassen voor een vergunninghouder die verschillende vergunningen van dezelfde aard in zijn bezit heeft.

§ 4. De borgtocht wordt gesteld door de aanvrager van een vergunningstitel onder de voorwaarden bepaald in de vergunning.

De borgtocht wordt in contanten gesteld bij de Deposito- en Consignatiekas in de vorm van een bankwaarborg op de eerste aanvraag.

§ 5. Om het bewijs te leveren dat hij een borgtocht heeft gesteld, overhandigt de vergunninghouder aan de beheerder het ontvangstbewijs van neerlegging bij de Deposito- en Consignatiekas of de brief van bankwaarborg.

Het ontvangstbewijs van neerlegging bij de Deposito- en Consignatiekas, ondertekend door de indiener, vermeldt voor wie de borgtocht gesteld is alsook zijn precieze bestemming.

De vergunning is slechts uitvoerbaar vanaf het ogenblik dat de beherende overheid erkent dat de borgtocht werd gesteld.

Als het bewijs dat er een borgtocht wordt gesteld niet binnen de termijn bepaald in de vergunning wordt geleverd, wordt de vergunning van rechtswege nietig verklaard.

§ 6. Het bedrag van de borgtocht is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen. De aanpassing gebeurt om de vijf jaar aan de hand van volgende formule :

$$\frac{\text{Bedrag van de borgtocht} \times \text{nieuw indexcijfer}}{\text{basisindex}}$$

Het nieuwe indexcijfer is het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand november van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarop de heffing slaat.

De basisindex is het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand november 2004.

§ 7. Wanneer de borgtocht onvoldoende wordt, om welke reden ook, met name ten gevolge van ambtshalve opnemingen of wijzigingen van de vergunningen wordt de borgtocht opnieuw samengesteld of aangepast binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving door de beheerder.

Het bewijs van het opnieuw samenstellen of van de aanpassing van de borgtocht gebeurt overeenkomstig § 5.

Wanneer de borgtocht te hoog wordt, om welke reden ook, met name aan het einde van de werkzaamheden, verleent de beheerder, op schriftelijk verzoek van de vergunninghouder, een opheffing voor het overtollig gedeelte van de borgtocht.

§ 8. Op de borgtocht kan aanspraak gemaakt worden :

1° voor elke schade veroorzaakt aan het domein door de personen bedoeld in de vergunning;

2° voor de door de beheerder gemaakte kosten tijdens het nemen van maatregelen van ambtswege;

3° bij gebrek aan betaling van de heffingen wanneer de termijn bedoeld in artikel 5, § 4, afgelopen is;

4° voor de krachtens artikel 5, § 4, opgelopen interesten.

Voor de gevallen bedoeld in de punten 1° en 2° gebeurt de oproep tot de borgtocht op basis van een proces-verbaal opgemaakt door de beheerder of overgemaakt aan deze beheerder door een bevoegde overheid.

§ 9. Aan het einde van de vergunning en na het herstel van de plaats in haar oorspronkelijke staat, in voorkomend geval, op schriftelijk verzoek van de vergunninghouder, verleent de beheerder de opheffing van de borgtocht, na aftrek van de bedragen die krachtens § 8 verschuldigd zijn.

Invordering

Art. 7. Als de heffing binnen de dertig dagen volgend op de datum die vermeld is in het verzoek om te betalen, niet is betaald, worden de verschuldigde bedragen geïnd door middel van een dwangbevel onverminderd het recht voor het Waalse Gewest om een einde te maken aan de vergunning.

Plaatsbeschrijving

Art. 8. § 1. Vóór elke bezetting van het domein, bij gebrek aan een plaatsbeschrijving die op tegenspraak wordt opgesteld in aanwezigheid van de beheerder, wordt de plaats beschouwd als zijnde in perfecte staat.

§ 2. Aan het einde van de werken, in voorkomend geval, en aan het einde van de vergunning wordt een vergelijking van de plaatsbeschrijving opgesteld.

De beheerder bepaalt de voorwaarden waarin hij de plannen van de uitgevoerde installaties kan eisen van de vergunninghouder. De plannen worden gedagtekend en ondertekend.

§ 3. De kosten i.v.m. het opstellen van de plaatsbeschrijving vallen ten laste van de vergunninghouder.

Onderhoud van de installaties

Art. 9. De vergunninghouder onderhoudt de gebieden, goederen en kunstwerken van het onder de vergunning vallend domein als goede huisvader.

Einde van de vergunning

Art. 10. § 1. Als de beheerder vaststelt dat de voorwaarden opgenomen in de vergunningstitel niet worden nageleefd, kan hij deze titel opheffen, na een ingebrekestelling die bij aangetekend schrijven wordt verzonden of elk andere modaliteit die vaste datum verleent aan de verzending. In dit geval dient het Gewest geen schadevergoeding te betalen.

§ 2. In het geval van een inningsprocedure wordt de vergunning van rechtswege opgeheven.

Op elk ogenblik kan de beheerder om redenen van openbaar nut of in het belang van het domein de vergunning, zonder vooropzeg, gedeeltelijk of volledig, opschorten of opheffen, zonder dat de houder om die reden aanspraak kan maken op een vergoeding.

Wanneer de vergunninghouder de vergunning gedurende één jaar niet gebruikt, kan de beheerder van het domein goed de vergunning opheffen zonder enige vergoeding voor de vergunninghouder.

§ 3. De vergunninghouder mag van deze vergunning afzien na versturen van een ter post aangetekend schrijven aan de beheerder; bij ontstentenis blijft de vergunning geldig tegen de voorwaarden vernoemd in de titel en de heffing is verschuldigd.

§ 4. Wanneer de vergunning eindigt, kan de beheerder het herstel van de plaats eisen tegen de voorwaarden die hij bepaalt. Indien het herstel van de plaats niet wordt uitgevoerd, is hij gemachtigd om het domein te herstellen en dit, ten koste en op risico van de vergunninghouder, laatstgenoemde verliest daardoor elk recht op de bouwwerken en materialen ten gunste van de beheerder.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen*

Aanplakking van reclame

Art. 11. Het plaatsen van een aankondiging i.v.m. de organisatie van diverse evenementen of reclame is verboden op het openbaar wegen- en waterwegendomein, zonder voorafgaandelijke en schriftelijke toestemming van de beheerder.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Inwerkingtreding

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013.

Wijzigingsbepaling

Art. 13. In punt 3.2. van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 tot bepaling van de voorschriften die van toepassing zijn op de domeinconcessies betreffende de infrastructuur voor riviertoerisme op de waterwegen van het Waalse Gewest wordt het woord « jaarlijks » vervangen door de woorden « om de vijf jaar ».

Overgangsbepaling

Art. 14. Vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit zullen de bestaande vergunningstitels op hun verjaardatum herzien worden.

Bij gebrek aan termijn worden zij geacht vervallen te zijn na 30 jaar te rekenen van hun afgifte.

Uitvoeringsbepaling

Art. 15. De Minister die bevoegd is voor de Wegen en de Minister die bevoegd is voor de Waterwegen zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE

Heffingstarief bedoeld in artikel 5

Afdeling 1. — Gewestelijke openbaar wegendomein

1. de wijzigingen in het domaniaal goed : 1,25 euro/m²/jaar
2. inneming van het domaniaal goed door bouwwerken die bestendig zijn of gemakkelijk verwijderd kunnen worden : 5 euro/m²/jaar
 behalve :
 - a. de parkeerplaatsen : 1,25 euro/m²/jaar
 - b. de terrassen : 40 euro/m²/jaar
 - c. de aanwijzingsborden naar de instellingen van privaat nut : 62 euro/bord/jaar
3. de inneming in de tijd beperkt van het domaniaal goed : 30 euro/m²/jaar
4. de sport- of socio-culturele activiteiten : 62 euro/activiteit/dag
5. commerciële activiteiten : 125 euro/activiteit/dag

Afdeling 2. — Gewestelijk openbaar waterwegendomein;

De bedragen zijn uitgedrukt in euro.

Diverse bezettingen	
Onbebouwd :	
- Bezetting van landbouwgrond : weiden, grasland,...	kadastraal inkomen vermenigvuldigd met de pachtcoëfficiënt
- Ander onbebouwde oppervlakte dan landbouwgrond	30/m ²
Oppervlakte bezet door gebouwen vervaardigd uit lichte wegneembare materialen	40/m ²
Oppervlakte bezet door diverse inrichtingen (bodembedekking, opvullen van grachten, enz)	40/m ²
Reclamebord :	
- gelijk aan 15 m ² of minder	1 000/aanplakzijde
- per bijkomende m ²	100/aanplakzijde

Verkeer op de dienstwegen	
Verkeer van de voertuigen van categorie 1 ²	30,00/voertuig
Verkeer van de voertuigen van categorie 2 ²	75,00/voertuig
Verkeer van de particuliere ingesloten omwonenden met inbegrip van binnenschippers	vrijstelling van heffing

Wateropnemingen	
Winplaatsen van water voor consumptie	0,2/m ³
met een minimum van :	250/jaar
Winplaatsen van water met teruggave :	
voor de eerste schijf van 500 m ³ /24 u.:	375/jaar
voor de bijkomende schijven van 500 m ³ /u.	75/schijf/jaar
Droogdok van de beheerende overheid	
voor de wateropneming (1000 m ³)	tarief teruggave
voor de bezetting van de grond (200 m ³ voor de sluis)	30/m ²
de scheepswerven worden gelijkgesteld met winplaatsen van water	

Lozingen	
binnendiameter van minder dan 30 cm	30,00
diameter van 31 cm tot 50 cm	100,00
diameter van 51 cm tot 75 cm	200,00
diameter van 76 cm tot 1 m	400,00
diameter van 1,01 m tot 1,25 m	600,00
diameter van 1,26 m tot 1,50 m	800,00
diameter van 1,51 m tot 1,75 m	1 200,00
diameter van 1,76 m tot 2 m	1 600,00
diameter van meer dan 2 m	2 200,00

Waterleidingen, kabels, leidingen (met inbegrip van de lozingen stroomopwaarts en de wateropneming stroomafwaarts) (1)	
Dwarsleidingen	1,00/ lopende m
Leidingen in de lengte (ondergronds of bovengronds)	0,25/lopende m
indien $\varnothing > 1$ m :	2,5 x ($\varnothing + 3$)
Zwaar bouwwerk (bijkomende uitrusting)	5,00/m ²
Waterleidingen, kabels, leidingen in/op/onder de bruggen en loopbruggen toegankelijk voor de vergunninghouder	0,00

Diverse installaties : pontons, aanlegsteigers, laadplaatsen, visvloeren, brug, loopbruggen, trappen, laad- losapparatuur, spoorwegen, bezetting van kademuur, « Ducs d'Albe »	
Visvloeren en laadplaatsen van minder dan 2 m ²	30,00
Laadplaatsen, aanlegsteigers, trappen, enz. van meer dan 2 m ²	15,00/m ²
Trappen	30,00
Bruggen, loopbruggen :	
- overstek	1,50/m ²
- zwaar bouwwerk (bijgebouw)	5,00/m ²
Los- en laadapparatuur	
- overstek + bezetting grond	0,60/m ²
- zwaar bouwwerk (bijgebouw)	1,50/m ²
Spoorwegen	1,50/m ²
Kademuren : **	
- gebouwd op kosten van het Gewest	1,50/m ²
- gebouwd door de vergunninghouder	0,26/m ²
- gebouwd met tussenkomst van de vergunninghouder	0,88/m ²
Helling voor de stapelloop	1,50/m ²
Helling voor de stapelloop in een scheepswerf (« slipways »)	0,60/m ²
« Ducs d'Albe » : **	
- waterstation achter de « Duc d'Albe »	0,26/m ²
- zwaar bouwwerk	1,50/m ²

Bezettingen van de wateroppervlakte	
Schepen buiten de koopvaardij – in uitgerust gebied	2,00/m ²
Schepen buiten de koopvaardij – in niet-uitgerust gebied	1,20/m ²
Koopvaardij schepen – in uitgerust gebied	30/m ²
Koopvaardij schepen – in niet-uitgerust gebied	25/m ²
Ondernemersschepen en momenteel zonder gebruik	1,50/m ²
Waterstations	0,50/m ²
Minimumheffingen per voorwerp	30,00

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegin domein.

Namen, 6 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota's

(1) cumulatief met het tarief toegepast op de lozingen en opnemingen van water;

(2) categorie 1 : voertuigen waarmee zonder rijbewijs kan gereden worden – met uitzondering van de voertuigen bedoeld in artikel 1, 9° van het KB 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs – of aan de hand van een rijbewijs A of B.

categorie 2 : voertuigen waarmee gereden kan worden aan de hand van een rijbewijs C of D, alsook de landbouw- en bosbouwvoertuigen zoals bepaald in artikel 1, 9° van het voornoemde KB van 23 maart 1998.

** ingewikkelde dossiers;

* deze heffing is, indien nodig, verhoogd en wordt in verband gebracht met de huurwaarde van de naburige gronden.